

Nettoyer, contrôler et cibler : les engrenages de violence et la guerre de l'OTAN contre le terrorisme en Afghanistan

Julien Pomarède

DANS **CRITIQUE INTERNATIONALE** 2021/3 (N° 92), PAGES 71 À 94
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724636758

DOI 10.3917/criti.092.0074

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2021-3-page-71.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Nettoyer, contrôler et cibler : les engrenages de violence et la guerre de l'OTAN contre le terrorisme en Afghanistan

par Julien Pomarède

Les actions militaires occidentales de l'après-guerre froide et de la guerre contre le terrorisme post-11 septembre 2001 ont pris la forme d'un interventionnisme permanent. Le parallèle dressé entre sécurité nationale et opérations de stabilisation dans les Balkans, en Afrique ou au Moyen-Orient, d'où les terroristes sont censés fomenter leurs attaques, a généré des interventions qui se prolongent sur des durées indéterminées, voire qui aggravent les dynamiques conflictuelles locales¹. Une vaste littérature a étudié les effets pervers de l'aide au développement qui, parce qu'elle opère en soutien aux militaires, entretient des interventions dysfonctionnelles. Cette aide est structurée par une vision orientaliste des sociétés du Sud, les bailleurs de fonds comme le FMI ou la Banque mondiale adoptant une vision faussée car purement technique des problématiques à résoudre (pauvreté, corruption, réconciliation)².

En revanche, l'explication de ces « guerres interminables » ou « conflits prolongés » (*protracted conflicts*) sous l'angle des appareils diplomatiques et militaires est moins étoffée. Les chercheurs et analystes répètent à l'envi que la violence

1. Didier Fassin, Mariella Pandolfi (eds), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions* (2010), Princeton, Princeton University Press, 2013.

2. Denia Chebli, « Cette paix qui divise : une analyse de la médiation au Mali par ses effets », *Critique internationale*, 88 (3), 2020, p. 9-30 ; Ruben Andersson, Florian Weigand, « Institutionalized Intervention: The “Bunker Politics” of International Aid in Afghanistan », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 13 (4), 2019, p. 503-523.

occidentale s'emballe, telle une machine infernale hors de contrôle, du fait de ses objectifs déraisonnables : non plus seulement la défaite d'un ennemi, mais aussi le re-façonnement libéral-démocratique de sociétés étrangères³. Il s'agit plus pour eux de relever les contradictions de l'interventionnisme contemporain que de comprendre la rationalité que les acteurs prêtent à une violence pourtant peu efficace. Mais quelles sont les conditions sociopolitiques qui rendent possibles ces guerres interminables ?

Pour répondre à cette question, je formule l'hypothèse d'une plasticité des significations investies dans ces interventions par les institutions diplomatico-militaires. Dans la littérature qui souligne les contradictions des opérations actuelles, les labels nouveaux – et évasifs – qui qualifient la gestion contemporaine des conflits en combinant sécurité et reconstruction sont considérés comme de simples jeux de langage qui permettent aux acteurs de justifier les objectifs de leur guerre (contre-insurrection, contre-terrorisme) en les recouvrant d'un vernis de moralité (approche globale)⁴. Pourtant, le mélange et le flou de ces catégories ne sont pas qu'une stratégie de communication superficielle. Nous sommes au contraire en présence de procédés de classification dont les logiques profondes peuvent renseigner sur les rapports de force au sein des appareils diplomatico-militaires et, surtout, sur la rationalisation de leur violence contemporaine.

Ce phénomène peut expliquer par exemple pourquoi la domination d'un groupe social dans la construction d'une politique publique n'implique pas nécessairement que ce groupe détienne le monopole du sens à donner à cette construction. La domination peut se constituer à partir de ce que Béatrice Hibou nomme la « multi-dimensionnalité (...) des significations politiques »⁵ engagées par les acteurs en situation d'interdépendance. Elle s'articule à un espace de contestation qui parvient plus ou moins à orienter la signification prise par la politique publique concernée. Cet « impossible monopole sur la signification politique des actions publiques »⁶ renseigne ainsi sur des interactions où l'« inachèvement des logiques d'action et la pluralité de sens offrent aux acteurs d'autres opportunités de tensions [dans l']exercice (...) du pouvoir. Cette plasticité aboutit parfois à des convergences, parfois à des affrontements sans que le résultat final ne puisse être connu à l'avance, ni être stable. La contingence des résultats provient précisément de la multiplicité des objectifs, des représentations et des compréhensions des valeurs ou projets en présence »⁷.

3. Markus Kienscherf, « A Programme of Global Pacification: US Counterinsurgency Doctrine and the Biopolitics of Human (In)security », *Security Dialogue*, 42 (6), 2011, p. 517-535 ; Michael Lawrence Rowan Smith, David Martin Jones, *The Political Impossibility of Modern Counterinsurgency: Strategic Problems, Puzzles, and Paradoxes*, New York, Columbia University Press, 2015.

4. Jonathan Gilmore, « A Kinder, Gentler Counter-terrorism: Counterinsurgency, Human Security and the War on Terror », *Security Dialogue*, 42 (1), 2011, p. 21-37.

5. Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination* (2011), Paris, La Découverte, 2019, p. 233.

6. *Ibid.*, p. 226.

7. *Ibid.*, p. 227.

L'analyse de la plasticité des significations permet ainsi d'avoir une vue précise de la manière dont le consensus interventionniste actuel se forge, tient, et attribue, au milieu d'une multitude de points de vue politiques et militaires engagés dans ces conflits, une rationalité à la violence prolongée. En effet, comme l'explique Michel Dobry, « consensus ne veut pas dire accord »⁸. Afin de rendre compte des « processus, échanges et mécanismes sociaux par et dans lesquels ce consensus [interventionniste] a pris de la consistance, s'est cristallisé et s'est consolidé »⁹, et ce malgré ses issues dysfonctionnelles, il faut adopter l'idée selon laquelle « les acteurs prennent leur parti de l'ambiguïté des consensus auxquels ils peuvent être confrontés. Bien mieux, ils en jouent, invoquent, en cas de besoin, l'existence d'un consensus, dénoncent, à l'occasion, les manquements de leurs adversaires, (...) en déplacent les frontières, en façonnent le contenu, en modifient la signification »¹⁰.

La plasticité de sens permet de comprendre la sociopolitique des appareils diplomatico-militaires en contexte de guerre prolongée. Elle montre que les termes de l'accord sur les buts des guerres contemporaines, souvent cristallisés dans de vagues terminologies comme approche globale, contre-terrorisme ou contre-insurrection, sont tellement sujets à dissension en raison de leur pluralité de sens qu'ils ne peuvent aboutir qu'à une faible coordination des moyens politico-militaires et, *in fine*, à une contraction de l'entente autour de l'enjeu militaire. Si les acteurs affirment que leur objectif est de stabiliser les zones d'intervention, la structure de leurs échanges, faite d'intérêts divergents, engendre des situations où l'usage continu de la force devient, de manière non forcément désirée, l'option la plus consensuelle. D'où les engrenages de violence. Mon objectif est donc d'étudier les stratégies de pouvoir portant cette dynamique.

Pour ce faire, je prends comme cas d'étude la mission de l'OTAN en Afghanistan, assurée par la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) déployée en réponse aux attentats du 11 septembre 2001 et ce jusqu'en 2014¹¹. Emmenée par les États-Unis, la campagne de l'OTAN a mobilisé jusqu'à 130 000 hommes entre 2009 et 2012, et impliqué des centaines d'opérations militaires combinant offensives d'ampleur (nettoyages) et éliminations ciblées. Après la phase d'invasion de l'automne 2001 par la coalition *Enduring Freedom* (OEF), l'opération d'élimination ciblée antiterroriste pilotée parallèlement par les Américains, l'objectif a été durant quelques années de vaincre les Talibans pour les tenir à l'écart de l'État et éviter qu'ils ne « re-sanctuarisent » le pays au profit d'Al Qaeda. L'insurrection talibane n'était toutefois pas aussi affaiblie qu'on le croyait. À mesure qu'elle remontait en puissance, les forces occidentales se sont enfoncées

8. Michel Dobry, « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, 38, 1986, p. 48.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*, p. 47.

11. Mon analyse couvre la période allant de 2001 à 2012, année qui marque le début du désengagement occidental de l'Afghanistan.

dans une spirale d'offensives sans résultats décisifs. Dès lors, le but des opérations de l'OTAN a plus été de contenir son avancée et son emprise territoriale que de la vaincre¹².

Les tensions relatives aux moyens de désanctuariser l'Afghanistan montrent la difficulté des États membres de l'OTAN à parvenir à un accord¹³. Le flou et la multi-dimensionnalité des catégorisations de la FIAS tiennent, d'une part, à la domination des États-Unis sur les opérations, et à leur volonté de donner la priorité aux victoires militaires plutôt qu'au développement, d'autre part, aux stratégies de résistance à cette domination américaine des États européens (France, Allemagne, Espagne, notamment). Ils expliquent également la longévité de cette guerre, et le fait que, face à l'impossible émergence d'une campagne cohérente, seul l'usage de la force soit resté le dénominateur commun de la FIAS.

L'OTAN : un site d'observation de la conduite des guerres contemporaines

Composée d'États nord-américains et européens, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, créée en 1949, s'est développée durant la guerre froide en confrontation avec le Pacte de Varsovie. Dès lors, le fait qu'elle se soit maintenue dans un monde post-bipolaire a suscité et suscite encore aujourd'hui un vif débat. Or c'est justement en raison de sa pérennité que cette alliance politico-militaire constitue un site d'observation privilégié des interventions actuelles. Tout d'abord, parce que le développement exponentiel de son agenda sécuritaire montre qu'elle est parvenue à stabiliser son action en dépit non seulement de la variété des enjeux et des intérêts, mais aussi des affrontements que ses opérations de « gestion de crises » (Méditerranée, Balkans, Afghanistan, Libye) ont déclenchés parmi les États membres. Ensuite, parce que, en tant que structure intergouvernementale, elle échappe d'autant moins aux tensions inhérentes au fonctionnement des organisations internationales (principe de souveraineté, prises de décision au terme de longues tractations entre représentants nationaux) qu'elle est centrée sur les questions particulièrement sensibles de défense.

Si elle illustre bien la situation de l'OTAN, du fait de l'intensité des tensions propres aux instances multilatérales, la thèse de la plasticité de sens peut s'appliquer à d'autres situations, internationales ou non. En fait, elle est une des composantes ordinaires de l'action publique dans les sociétés modernes complexes. Certes, la dimension internationale induit une manifestation plus poussée, au sens de « travail démultiplié »¹⁴, de ces phénomènes de pouvoir, mais il serait hasardeux de supposer une plasticité moindre dans les interventions militaires coordonnées par un plus petit nombre d'États. Les objectifs de l'opération Barkhane au Sahel, conduite par la France, se sont élargis depuis son lancement en 2014, ce qui indique, potentiellement, une pluralisation de sens à l'œuvre. Loin de constituer des réalités spécifiques en raison de leur différence d'échelle, les effets

12. Gilles Dorronsoro, *Le gouvernement transnational de l'Afghanistan : une si prévisible défaite*, Paris, Karthala, 2021.

13. Julien Pomarède, *La fabrique de l'OTAN : contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021.

14. Johanna Siméant, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, 100 (4), 2012, p. 139.

internationaux sur les campagnes militaires seraient le prolongement de plasticités déjà nationalement établies¹⁵.

Sur le plan méthodologique, mon propos se fonde sur une trentaine d'entretiens avec des diplomates, des militaires et des fonctionnaires internationaux de l'OTAN, complétés par des sources ouvertes et de la littérature grise (rapports, mémoires, câbles). Ces entretiens font partie d'une enquête plus vaste menée sur la lutte de l'OTAN contre le terrorisme. Ils ont été conduits lors d'une observation participante de plusieurs mois, sous forme de stage, au Quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, en 2015. Je me suis entretenu avec des acteurs qui ont suivi de près le dossier afghan, dans les bureaucraties nationales, dans celles de l'Alliance ou dans des déploiements en Afghanistan. Si cet accès m'a permis de créer un contexte favorable à une prise de parole, parfois franchement critique, des acteurs, le fait que les entretiens aient été menés à Bruxelles a aussi conduit à privilégier l'analyse des rapports de force intergouvernementaux et de la haute hiérarchie militaire de la FIAS. Certes, ce découpage, exercice nécessaire méthodologiquement au regard de la complexité de l'intervention, laisse en partie de côté les échelons inférieurs de négociations, mais il permet de cerner des rapports de force au poids décisif dans la trajectoire de l'OTAN en Afghanistan¹⁶.

J'aborderai ici deux enjeux de coopération/dissension autour de la FIAS : tout d'abord, la construction bancale et militarisée d'un consensus originel autour de l'intervention ; ensuite, le déplacement de ce consensus vers la montée aux extrêmes de la violence.

L'émergence d'un consensus banal : flous et militarisation de l'approche globale

Les deux composantes du consensus diplomatico-militaire de la FIAS sont, d'une part, l'articulation entre mesures de sécurité et mesures de développement, d'autre part, la distribution territoriale des responsabilités militaires. Leur caractère ambivalent résulte de l'évolution d'un rapport de domination en faveur des États-Unis qui a rendu possible une spirale de violence militaire.

15. Les incohérences des stratégies nationales en Afghanistan ont été amplement soulignées. Adam Baczkó, « Les revers de l'Armée américaine dans la guerre d'Afghanistan : le cas de la Kounar », *Politique américaine*, 19 (1), 2012, p. 11-26 ; Frank Ledwidge, *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011.

16. Sten Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, Stanford, Stanford University Press, 2012 ; Olivier Schmitt, « International Organization at War: NATO Practices in the Afghan Campaign », *Cooperation and Conflict*, 52 (4), 2017, p. 502-518.

Le découplage entre actions militaires et objectifs politiques

La plasticité de sens de la FIAS est apparue dès l'entrée de l'OTAN dans le conflit afghan en 2003. Au lendemain du 11 septembre 2001 et en solidarité avec les États-Unis, les États membres ont invoqué, pour la première fois dans l'histoire de l'Alliance, la clause de légitime défense du Traité de Washington, l'Article 5. Alors que la plupart d'entre eux s'attendaient à ce que cette décision se concrétise par une demande des États-Unis d'entrée en guerre en Afghanistan *via* l'OTAN, l'administration Bush a écarté l'Alliance des opérations. Ne désirant pas s'encombrer de la lourde bureaucratie otanienne, les États-Unis ont eu recours à une coalition *ad hoc* plus flexible : l'opération *Enduring Freedom*, lancée en octobre 2001. La phase d'invasion terminée, une présence prolongée des forces occidentales s'est mise en place, dont l'ONU a eu la responsabilité jusqu'en 2003. Entre 2001 et 2003, l'administration Bush s'est rendu compte que l'OTAN, son relais d'influence diplomatique-militaire privilégié, devenait indispensable pour gérer une intervention qui durait plus que prévu¹⁷. En somme, c'est pour éviter de s'épuiser en Afghanistan, comme l'avaient fait les Soviétiques dans les années 1980, que les États-Unis se sont tournés après coup vers l'OTAN, afin de partager avec leurs alliés les coûts de la guerre contre le terrorisme. Du côté des diplomates européennes, cette guerre était perçue comme relevant avant tout de la responsabilité américaine, mais leur objectif n'était pas de renverser la domination des États-Unis. Tout d'abord, parce que cela aurait été impossible, compte tenu du déséquilibre dans la provision des moyens militaires de la FIAS (tableau). Ensuite, parce que cette domination arrangeait les Européens, leur allié américain assumant le plus gros du coût de la guerre.

Évolution des contingents des principaux États contributeurs de la FIAS (2006-2012)

	États-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne
sept. 2006	13 000	5 000	1 000	2 750
déc. 2007	15 038	7 753	1 292	3 155
déc. 2008	19 950	8 745	2 785	3 600
oct. 2009	31 855	9 000	3 070	4 245
nov. 2010	90 000	9 500	3 850	4 341
déc. 2011	90 000	9 500	3 916	4 818
déc. 2012	68 000	9 500	543	4 318

Source : NATO, *ISAF Placemats Archives*, 2017 (<https://www.nato.int/cps/en/natolive/107995.htm>).

17. S. Rynning, *NATO Renewed: The Power and Purpose of Transatlantic Cooperation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 124-127.

Il s'agissait donc plutôt pour les États membres de contenir la puissance des États-Unis, de *sauver la face*, en empêchant leur allié de (trop) déborder sur leurs propres intérêts. S'opposer aux États-Unis dans les instances multilatérales n'a rien d'un exercice facile, surtout à l'OTAN, où ce pays est prédominant en raison de sa supériorité militaire. Pourtant, même à l'OTAN, être la puissance dominante ne signifie pas obtenir toujours gain de cause, en raison de la logique même d'existence des instances multilatérales qui est de pouvoir compter sur les autres, en l'occurrence sur les alliés européens¹⁸. Tel a été le dilemme originel de la FIAS : du côté européen, une défection vis-à-vis des États-Unis était inenvisageable. Dès lors, jusqu'où l'effort consenti au nom de la solidarité euro-atlantique dans la lutte armée contre l'ennemi de l'humanité qu'est le terrorisme pouvait-il aller ? Du côté américain, il fallait s'assurer d'un partage du fardeau de la guerre. Dès lors, comment exercer une domination sur les opérations qui risquait de crispier les diplomaties européennes en les reléguant au rôle d'exécutantes des volontés de Washington ? Ce sont les réponses apportées par les acteurs à ces questions, et leurs effets, qui ont provoqué l'engrenage de violence en Afghanistan.

Le premier débat a concerné l'articulation « sécurité-développement »¹⁹. Quand l'OTAN a pris en charge la FIAS, un accord de base a émergé : désanctuariser l'Afghanistan devait combiner opérations militaires et reconstruction. Cette orientation a été qualifiée d'approche globale (AG), terme adopté dès 2004. Il était donc acquis que tâches civiles et militaires devaient se coordonner, mais l'articulation de ces deux volets a généré des affrontements au Conseil de l'Atlantique Nord, l'organe de décision politique principal de l'OTAN, qui regroupe les ambassadeurs des États membres et les chefs d'État et de gouvernement. Certains États, la France en particulier, voulaient circonscrire l'OTAN à un rôle militaire de sécurisation des provinces afghanes qui s'articulerait à des initiatives de développement parrainées par les agences civiles (inter)nationales, au motif qu'il n'était pas souhaité que l'OTAN concurrence l'Union européenne dans ce secteur d'activité. De plus, et surtout, les Européens tenaient à l'AG car elle constituait une catégorie à consonance peu guerrière. Cette nomenclature euphémisait la composante militaire de la FIAS et entretenait l'idée, à laquelle les Européens étaient très attachés, d'une campagne de basse intensité nécessitant des moyens limités. D'autres comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et les pays de l'Est²⁰ étaient favorables au mélange civil-militaire dans l'OTAN, tant

18. Vincent Pouliot, *L'ordre hiérarchique international : les luttes de rang dans la diplomatie multilatérale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017 ; David Ambrosetti, « Influences et légitimité : la négociation au Conseil de sécurité des normes », dans D. Ambrosetti, *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU. Le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009, p. 137-198.

19. Mark Duffield, *Global Governance and the New Wars : The Merging of Development and Security*, New York, Zed Books, 2005.

20. Les alliés baltes et d'Europe centrale étaient les moins réfractaires parmi les pays européens à s'investir aux côtés des Américains dans les combats. Ils étaient alignés sur la plupart des orientations des États-Unis en

que ledit mélange demeurait au service de l'action militaire. Les forces américaines misaient par exemple sur les « projets à impact rapide » (construction de routes, ponts) permettant aux troupes d'obtenir la confiance des populations pour combattre l'insurrection.

Dès lors, le compromis de base autour de l'AG a procédé d'un malentendu entre Américains et Européens : les deux parties estimaient l'approche globale dans la FIAS nécessaire, tout en la vidant de sa dimension reconstruction. Cette tendance revenait à militariser le compromis plutôt qu'à lui fixer des limites politiques. Réduire l'AG à l'enjeu de l'intensité de la force, qui devait être centrale pour les États-Unis et limitée pour les Européens, revenait à écarter la question, pourtant cruciale dans la fixation des buts de la guerre, des objectifs politiques de la reconstruction. En somme, les États-Unis et les Européens, pour des motivations différentes relatives au niveau de violence à produire, marginalisaient le développement et concevaient l'AG dans une perspective militaire.

Ce malentendu originel a toutefois été rendu opérant grâce aux ambivalences d'une *politique de l'attrape-tout discursif*. Selon Bernard Lahire, le mécanisme agissant d'un attrape-tout, à savoir des catégories d'action « extensible[s] et redéfinissable[s] à loisir [est la] mise en cohérence d'un ensemble hétéroclite [d'intérêts autour d'un] lieu commun discursif »²¹. L'attrape-tout est une réalité connue des négociations multilatérales. Il fait cohabiter des intérêts diplomatiques différents, et donc permet de forger des accords, grâce au choix de terminologies floues, ou « ambiguïtés constructives »²², évacuant la possibilité d'une signification unique qui avantagerait trop explicitement certains États. L'approche globale a joué ce rôle d'attrape-tout en tant que « catégorie enracinée dans les pratiques et luttes politiques et, surtout, (...) façonnée dans ces luttes et pratiques ». Elle a bénéficié « dès son apparition de ce flou qui est une propriété fréquente, sinon nécessaire, des catégories pratiques de la vie ordinaire »²³. Point de convergence multilatéral aux contours vagues, peinant à se formaliser (les documents les plus aboutis, la *Vision stratégique de la FIAS* et le *Comprehensive Strategic Political-Military Plan* (CSPMP), n'ayant été adoptés qu'en 2008), elle a toutefois permis de faire tenir un accord commun à partir duquel il était possible de conduire les opérations dans l'OTAN.

Afghanistan. La raison en était la politique de dissuasion de l'OTAN envers la Russie. Celle-ci est en effet considérée comme une menace de premier plan pour les alliés d'Europe de l'Est, ce qui explique leur présence dans l'Alliance. Ainsi, en échange de l'investissement significatif de ces pays dans la FIAS, les États-Unis s'engageaient à maintenir la défense du front Est de l'OTAN contre la menace russe.

21. Bernard Lahire, *L'invention de l'« illettrisme »*, Paris, La Découverte, 2005, p. 121-122. Voir également B. Hibou, « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56 (4 bis), 2009, p. 16.

22. Maya Jegen, Frédéric Mérand, « Constructive Ambiguity: Comparing the EU's Energy and Defence Policies », *West European Politics*, 37 (1), 2013, p. 182-203.

23. M. Dobry, « La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire », dans M. Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 32.

Concrètement, ce flou concentrait deux stratégies d'influence : la puissance (les États-Unis et leur supériorité militaire) contre l'argumentation (certains États européens)²⁴. Pour David Ambrosetti, la stratégie de l'argumentation consiste à infléchir la position de la puissance dominante en la persuadant du caractère « raisonné »²⁵ (et raisonnable) d'une contre-proposition. Cette manœuvre offre l'avantage de mettre en place une opposition diplomatique tout en la présentant comme constructive, donc tout en l'euphémisant, ce qui, *in fine*, évite de « s'attirer les foudres »²⁶ de la puissance dominante. Ainsi, la France et l'Allemagne expliquaient aux Américains que l'intégration de tâches civiles serait néfaste pour le devenir de l'OTAN en tant qu'alliance²⁷, et « que l'efficacité des mesures civiles serait affectée si elles étaient placées sous la houlette d'une organisation militaire »²⁸. Pour soutenir cette opposition argumentative, les alliés européens ont usé de stratégies discursives portant sur les terminologies décrivant l'AG dans les documents agréés : « Il est écrit [dans la *Vision stratégique de la FIAS* en 2008] que la FIAS soutient “une approche globale de la communauté internationale, conjuguant efforts civils et militaires”. (...) Vous n'avez pas idée des tensions qu'a générées ce morceau de phrase. Il a fallu une semaine pour débloquer la situation. Les Américains et les Britanniques souhaitaient maintenir la phrase suivante : “Une approche globale DE l'OTAN ET de la communauté internationale, conjuguant efforts civils et militaires”. Les Français, les Allemands et les Espagnols ont décrété que c'était hors de question, qu'il fallait supprimer “de l'OTAN et” (...), sinon, cela aurait sous-entendu que l'OTAN devrait intégrer des tâches civiles, ce qu'ils refusaient. (...) La *Vision stratégique de la FIAS* était une vision, ça oui... mais c'était quasiment une vision de l'esprit. La réalité était que, même en 2008, les Alliés n'avaient pas de perspective claire [sur l'] approche globale »²⁹.

Bien que portant sur des objectifs limités, la stratégie des Européens leur a permis de s'opposer aux États-Unis en « obtenant gain de cause à la marge des négociations »³⁰, et sans basculer dans une obstruction qui aurait bloqué la conduite des opérations. Parallèlement, le flou de l'AG a permis aux États-Unis d'avoir les mains libres à travers les projets à impact rapide, qui sont une lecture militarisée du lien sécurité-développement. Les gains institutionnels mineurs de cette stratégie discursive prouvent que le but des diplomaties européennes était surtout de sauver la face. Leur opposition a eu peu d'effets réels et les Européens ne s'entendaient pas non plus sur la façon de la concrétiser. Par exemple, la France

24. D. Ambrosetti, « S'opposer aux États-Unis au Conseil de sécurité : l'argumentation contre la puissance dans les négociations multilatérales », *Études internationales*, 35 (3), 2004, p. 469-494.

25. *Ibid.*, p. 470.

26. *Ibid.*, p. 476.

27. Michèle Alliot-Marie, « Don't Diminish NATO's Effectiveness », *Washington Times*, 20 octobre 2006.

28. Entretien avec un militaire de l'état-major international de l'OTAN, juin 2015.

29. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, août 2015.

30. *Ibid.*

et la Belgique sont les seuls pays parmi les tenants de la stratégie d'argumentation à lier l'acte à la parole en refusant d'encadrer une Équipe provinciale de reconstruction (EPR), ensemble d'unités civilo-militaires déployées dans les provinces et veillant à coordonner les composantes sécurité-reconstruction.

Certes, les résistances étaient symboliques, mais leurs effets sur la violence en Afghanistan ont été réels, et ce pour trois raisons. La première est que les batailles des Européens autour de la définition de l'AG ne visaient pas un équilibre efficace de l'axe sécurité-développement. Au contraire, la seconde composante devait être marginalisée dans la FIAS et laissée à d'autres institutions. Ces résistances servaient plutôt à garantir une intervention de basse intensité, en réduisant le consensus à la seule composante militaire, ce qui a ouvert la voie à une non-limitation de la force, voire à sa radicalisation. La deuxième est que les États-Unis demeuraient incontestés dans leur approche minimale de l'articulation sécurité-développement (*via* leurs Équipes provinciales de reconstruction). La troisième est que les dissensions inhérentes à ces flous sémantiques ont débouché sur une coordination internationale de l'action civilo-militaire sur le territoire afghan si faible qu'elle a favorisé une violence sans objectifs définis³¹.

Territorialisation des désaccords et balkanisation des responsabilités civilo-militaires

L'intervention s'est structurée selon le système des commandements régionaux sous les ordres desquels opéraient les groupements militaires (*Task forces*) et les Équipes provinciales de reconstruction. Entre 2003 et 2006, l'OTAN a pris le contrôle de la FIAS, en intégrant les commandements régionaux déjà en place, d'abord à Kabul et dans le Nord, ensuite à l'Ouest, puis au Sud et enfin à l'Est. N'étant pas d'accord entre eux sur l'application de l'AG, les États contributeurs ont réparti leurs présences respectives dans les provinces afghanes, ces regroupements dans des zones distinctes leur permettant d'agir comme ils l'entendaient. L'Italie, l'Allemagne, la France et l'Espagne ont ainsi investi les zones calmes (le Nord et Kabul), tandis que les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne occupaient les zones conflictuelles (le Sud et l'Est). L'administration se faisait selon les priorités des États contributeurs qui mettaient l'accent, en fonction des volontés nationales et de l'état conflictuel de la zone, tantôt sur le volet civil, tantôt sur le volet militaire. Cette division du travail militaire ne répondait donc pas à un souci de cohérence stratégique, mais traduisait plutôt un compromis autour de l'investissement dans les combats, dont certains États contributeurs souhaitaient être tenus le plus possible à l'écart, les États-Unis,

31. Barbara J. Stapleton, « A Means to What End? Why PRTs Are Peripheral to the Bigger Political Challenges in Afghanistan », *Journal of Military and Strategic Studies*, 10 (1), 2007, p. 1-49.

contrôlant la région Est et s'impliquant massivement dans les opérations au Sud (Kandahar, Helmand)³².

La logique de pouvoir qui sous-tendait cette partition territoriale des responsabilités opérationnelles a rendu de plus en plus illusoire le compromis de façade, toutefois nécessaire à l'entente otanienne, selon lequel la territorialisation militaire permettait un partage raisonné et efficace des moyens de la guerre. À cette fragmentation, ou balkanisation, de l'effort civilo-militaire s'est ajoutée l'approche essentiellement militaire adoptée par les États-Unis dans leurs Équipes provinciales de reconstruction. De plus, les forces spéciales d'*Enduring Freedom*, qui opéraient sur l'ensemble du territoire afghan, sont restées après la première phase d'invasion. Parallèle à la FIAS, leur mission, dite contre-terroriste, était les éliminations ciblées contre Al Qaeda et les chefs Talibans³³. Le débordement territorial d'*Enduring Freedom* a créé des tensions avec les contingents européens qui voyaient d'un mauvais œil cette ingérence, et craignaient que ces opérations n'aient une répercussion sur les dynamiques locales de violence³⁴. Au demeurant, la prise de distances des contingents européens par rapport à la démarche américaine était relative. La plupart des offensives conventionnelles étaient conduites avec la participation des troupes américaines, y compris dans les provinces qui n'étaient pas sous la responsabilité des États-Unis (Helmand, Kandahar).

Ce brouillage opérationnel entre méthodes américaines et européennes s'est accentué avec la montée des violences au milieu des années 2000. L'insurrection talibane a étendu son action armée, et les provinces stables sont devenues à leur tour des zones de combat nécessitant souvent un renfort des États-Unis. Certains contributeurs, comme l'Allemagne autour de Kunduz, se sont trouvés pris dans une spirale de violence dont ils pensaient être à l'abri et qui les a forcés à renforcer leur présence³⁵. D'autres ont fait le choix de soutenir pro-activement les États-Unis dans leur effort de guerre, en particulier après l'augmentation massive des troupes américaines dans la FIAS : 21 000 hommes en mars 2009, 30 000 en décembre. Après le renforcement de décembre 2009 que l'on a appelé le *Surge*, la présence américaine représentait 90 000 hommes, soit 2,25 fois l'ensemble des effectifs des autres contributions (voir le tableau). La France a, elle aussi augmenté ses effectifs, notamment en Kapisa, région militairement instable de l'Est et sous responsabilité des États-Unis. D'autres encore, comme les Britanniques

32. Sur la division en zones de responsabilité nationale au sein de l'OTAN, voir G. Dorronsoro, *Le gouvernement transnational de l'Afghanistan : une si prévisible défaite*, op. cit., p. 220.

33. OEF relevait du commandement central américain basé à Tempa. Entre 2006 et 2010, ses effectifs ont compté entre 8 000 et 19 000 soldats.

34. Christian Olsson, « Conquérir les "cœurs et les esprits" ? Usages et enjeux de la légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieure », thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2009, p. 267-268.

35. Timo Noetzel, « The German Politics of War: Kunduz and the War in Afghanistan », *International Affairs*, 87 (2), 2011, p. 397-417.

dans le Helmand, ont été débordés et ont perdu le contrôle de la situation après 2006, les Marines américains devant venir en renfort. Cet alignement, forcé par les circonstances pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne ou consenti pour la France, montre « que les Européens, avec le *Surge*, ont été engloutis par la machine de guerre des États-Unis »³⁶, ce qui, *in fine*, a abouti à un recentrement du consensus autour de l'enjeu militaire.

Les dynamiques sous-jacentes à la territorialisation de la FIAS (balkanisation et brouillage des répertoires d'action euro-atlantiques) montrent que l'organisation territoriale était tributaire d'une « confusion (au sens d'une superposition) entre la carte militaire et la carte politique de l'insurrection »³⁷. En effet, la partition zones stables/zones conflictuelles, sur laquelle s'est structurée la distribution des provinces, était calquée sur le niveau d'activité militaire de l'insurrection. La stabilité d'une province était fonction du degré de combat, ce qui a entretenu le mythe, nécessaire au consensus multilatéral, selon lequel les Européens pouvaient se tenir à l'écart du durcissement inévitable du conflit et, surtout, de l'orientation militariste des États-Unis. Or une telle lecture technique du conflit était aveugle à l'implantation politique de l'insurrection qui s'est opérée avant la reprise des combats en 2006, préparant le terrain à l'extension de l'activité militaire insurgée et, *in fine*, à l'augmentation des violences³⁸. L'organisation territoriale de la FIAS constituait donc un compromis multilatéral entre les Européens et les États-Unis qui, dans sa pratique, soumettait l'objectif politique à des impératifs militaires immédiats. Face à une extension géographique des violences, la balkanisation civilo-militaire de la FIAS et le brouillage des approches américaine et européenne sont devenus inévitables. Cette évolution s'est confirmée avec le déplacement progressif du consensus multilatéral vers une radicalisation de la violence.

Transfiguration de l'approche globale et radicalisation de la violence

Là encore, l'augmentation de la violence à laquelle ont conduit les débats et les stratégies d'influence, malgré les déclarations officielles, a été rendue possible par une domination des États-Unis associée à des ambiguïtés de signification sur les moyens et les buts de l'intervention, notamment l'augmentation des effectifs et la composition de la chaîne de commandement.

36. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, avril 2015.

37. G. Dorronsoro, « Doctrine, stratégie et pratiques de la contre-insurrection en Afghanistan », dans Gilles Dorronsoro, Christian Olsson, Raphaël Pouyé, *Insurrections et contre-insurrections. Éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, Études de l'IRSEM, 2012, p. 64.

38. G. Dorronsoro, *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2009.

Déplacement du compromis, violence et reconfiguration du travail social de la guerre

Le transfert du commandement de la FIAS à l'OTAN s'est achevé avec l'intégration des régions Sud et Est entre 2005 et 2006. Les combats augmentant du fait de l'extension territoriale de l'OTAN, le besoin en troupes supplémentaires est devenu pressant, et la fracture politique s'est solidifiée entre, d'une part, les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, engagés dans ces zones, d'autre part, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Espagne, circonscrites au Nord et à Kabul à ce moment-là plus calmes, les premiers souhaitant un plus grand investissement des seconds. Cette position diplomatique a suscité une vive tension au Conseil de l'Atlantique Nord, car la FIAS était vue comme la responsabilité première des États-Unis.

Face au refus des Européens d'augmenter significativement leurs effectifs dans le cadre de l'extension géographique de la mission de l'OTAN, les États-Unis ont proposé une fusion de la FIAS et d'*Enduring Freedom* sous commandement de l'Alliance³⁹. L'objectif était de verser le réservoir de troupes américaines d'OEF dans la FIAS afin de compenser les réticences européennes. Or, craignant d'être pris dans un durcissement de l'effort de guerre, plusieurs États membres, dont l'Allemagne, la France et l'Espagne, ont refusé que l'OTAN soit impliquée dans ces opérations antiterroristes et ont insisté sur le rattachement de la FIAS à l'approche globale.

Pour neutraliser les résistances européennes à cette fusion, les États-Unis ont eu recours à un argument qui peut être résumé ainsi : « Vous [les Européens] ne voulez pas vous investir davantage dans la FIAS ? Très bien, mais, dans ce cas, ne nous empêchez pas d'utiliser notre ressource supplémentaire de troupes disponibles dans OEF pour coordonner les deux opérations »⁴⁰. Cette rhétorique a fait mouche car elle dotait la stratégie de puissance américaine (supériorité en troupes) d'un caractère logique et raisonné : les États-Unis pouvaient tolérer que les Européens maintiennent leur refus de trop s'investir en Afghanistan, en revanche que ces mêmes Européens bloquent une proposition des États-Unis leur permettant de mieux utiliser leurs propres troupes était une position intenable, compte tenu du lourd tribut que payaient les Américains dans ce conflit. Les États-Unis ont tout d'abord pris les Européens à revers en faisant dépendre la question des contingents de leur investissement dans OEF, ce sur quoi les Européens avaient peu de prise. Ils les ont ensuite pris à leur propre jeu en invoquant le motif du raisonnable, en l'occurrence combler un manque d'investissement des Alliés en utilisant des troupes déjà sur place.

39. S. Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 95-97.

40. Entretien avec un diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, mars 2015.

Formellement, les États-Unis n'ont pas obtenu gain de cause. En 2005, il a été acté que le mandat et le commandement de la FIAS restaient séparés d'*Enduring Freedom* qui gardait ses propres forces spéciales. Cependant, la politique de l'attrape-tout a été, là encore, opérante, car elle a permis aux États-Unis d'optimiser l'hybridation (argument/puissance) de leur stratégie d'influence pour outrepasser la séparation formelle des opérations en déplaçant la signification du consensus. La catégorie concernée était celle du contre-terrorisme, sensible du côté européen car affublée d'une connotation guerrière. L'ambivalence sur laquelle ont joué les États-Unis pour consolider leur argumentation et faire en sorte que la face soit sauvée du côté européen a été la suivante : les deux missions coopèreraient mais leur séparation formelle permettrait d'assurer que l'OTAN soit en charge du gros du volet militaire de la *lutte contre le terrorisme* en Afghanistan (*via* la FIAS) sans faire de *contre-terrorisme* (associé à OEF). L'ambivalence discursive étant le produit d'acteurs positionnés dans différents univers de pratiques, c'est ainsi la construction d'un multi-positionnement diplomatico-militaire, déterminant dans la production des ambiguïtés, qui a permis aux États-Unis de « profiter de leur suprématie dans OEF pour influencer les combats dans la FIAS »⁴¹.

Sur fond de cette ambivalente séparation entre approche globale (FIAS) et contre-terrorisme (OEF), les compromis se sont enchaînés pour faire coopérer davantage les deux missions. Les États-Unis ont ainsi fait pression sur les Européens pour obtenir une coopération, et donc un multi-positionnement, qui a pris, sans jamais le reconnaître officiellement, des allures de fusion. En 2005, un premier compromis a posé les bases d'une « synergie » (« complémentarité ») entre OEF et la FIAS⁴². En 2006, il a été décidé, les États-Unis faisant face à une recrudescence des combats dans l'Est et le Sud, que le commandant de la FIAS (COMISAF) serait assisté d'un officier américain intégré simultanément dans la chaîne de commandement d'OEF⁴³. En 2008, toujours en réponse à l'escalade de violence à laquelle étaient confrontés les États-Unis, le COMISAF (dont les États-Unis avaient désormais le monopole de la nomination) a été chargé du commandement d'OEF et de la FIAS. Officiellement, il ne s'agissait pas d'une fusion mais d'une « double casquette » du COMISAF⁴⁴.

Tel était le compromis sur la synergie FIAS/OEF : permettre aux États-Unis d'accentuer le volet militaire et aux partisans d'une démarcation OEF/FIAS de maintenir une séparation de façade des mandats. Ces arrangements alimentaient

41. Entretien avec un diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, juin 2015. Sur le rôle du multi-positionnement dans la production des ambiguïtés discursives, voir également Lisa Stampnitzky, *Disciplining Terror: How Experts Invented « Terrorism »*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 13.

42. Press Conference by NATO Secretary General Jaap de Hoop Scheffer Following the Informal Meeting of Defence Ministers, Nice, 10 février 2005 (https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_46744.htm?selectedLocale=en).

43. S. Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 106.

44. David Auerswald, Stephen M. Saideman, *NATO in Afghanistan: Fighting Together, Fighting Alone*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 99.

le flou militarisé de l'approche globale. Afin de faire exister un consensus, les membres de la FIAS prétendaient faire de l'approche globale, tout en limitant drastiquement la dimension développement et en accentuant la partie sécuritaire. C'est par cette porosité introduite entre la FIAS et OEF, entre l'approche globale et le contre-terrorisme que le volet militaire s'est radicalisé. Introduire une synergie entre la FIAS et OEF revenait à admettre que la première devait être investie par la seconde, sur le plan de l'emploi de la force.

Comme la pauvre coordination sécurité/développement, la porosité FIAS/OEF a alimenté un engrenage de violence, les tensions sur l'allocation des contingents concentrant les débats à l'OTAN sur des considérations militaires⁴⁵, et le militarisme d'*Enduring Freedom*, tel qu'institué dans ses éliminations ciblées, pénétrant la FIAS⁴⁶. Plus l'OTAN s'enfonçait dans la violence, plus la coopération OEF/FIAS se resserrait, ce qui alimentait en retour la spirale. Cette mécanique n'a pas échappé aux diplomates européennes qui ont dénoncé l'effet néfaste d'OEF sur la FIAS (en particulier concernant les dommages collatéraux)⁴⁷, tout en se trouvant dans l'impossibilité de rééquilibrer le rapport de force face aux États-Unis. Le flou sur la synergie jouait son rôle de conciliation des points de vue tout en déplaçant le consensus vers sa militarisation : il traduisait la domination américaine tout en permettant aux Européens de s'opposer symboliquement aux dérives violentes du rapprochement FIAS/OEF.

L'hybridation argument/puissance de la stratégie américaine relative aux contingents ne s'est pas arrêtée au rapprochement entre OEF et la FIAS. Elle a aussi pris forme à travers la tentative des États-Unis de remplacer la catégorie d'approche globale par celle de contre-insurrection pour encadrer la mission. Pour les États-Unis, le gain en troupes dégagé par le resserrement OEF/FIAS ne suffisait pas. Ils souhaitaient une nette augmentation des effectifs. Dès 2007, ils ont donc choisi de lutter également sur la labellisation de la FIAS : promouvoir la contre-insurrection à la place de l'approche globale. Contrairement à l'AG, notion assez neuve dans les arènes diplomatico-militaires et visant davantage à désigner un interventionnisme humanitaire post-bipolaire de basse intensité, la contre-insurrection est une véritable doctrine guerrière, dotée d'une longue et violente histoire allant des guerres de (dé)colonisation à la guerre en Irak post-2003 en passant par la guerre du Vietnam⁴⁸. Face à la montée des violences, disaient les États-Unis, il fallait

45. Voir l'intervention de la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, lors de la réunion ministérielle OTAN du 26 janvier 2007, qui soumet les succès des objectifs civils en Afghanistan à la présence supplémentaire de troupes. U.S. Mission to NATO, *Secretary Rice's NATO Interventions and Fact Sheet from Informal Ministerial* (<http://wikileaks.cabledrum.net/cable/2007/01/07USNATO52.html>).

46. J. Pomarède, *La fabrique de l'OTAN : contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, op. cit., p. 203.

47. U.S. Mission to NATO, *Spain Raises OEF-ISAF Coordination with NATO Permpres*, 14 mai 2007 (https://wikileaks.org/plusd/cables/07USNATO302_a.html).

48. C. Olsson, « Conquérir les "cœurs et les esprits" ? Usages et enjeux de la légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieure », cité ; Pamela Colombo, « Réaménagements territoriaux, contrôle des populations et stratégies contre-insurrectionnelles », *Critique internationale*, 79 (2), 2018, p. 9-24.

décider d'une approche plus ambitieuse sur le plan militaire et dans la reconstruction de l'Afghanistan. Si elle est une doctrine de guerre, la contre-insurrection comprend également des considérations sur « la conquête des cœurs et des esprits », ce qui signifie la promotion parallèle de mesures de développement. Il s'agissait de faire reconnaître aux Alliés l'ampleur du conflit afghan afin d'encourager un effort collectif plus important que ce que supposait la notion euphémisée d'AG⁴⁹. Ne souhaitant pas être davantage contraints militairement, les alliés ont refusé ce changement. Les États-Unis ont alors à nouveau mobilisé le principe d'attrape-tout : la contre-insurrection et l'AG ne différaient pas sur leur *nature* mais sur leur *forme*. La première, du fait de son caractère historiquement éprouvé, permettrait de mieux coordonner les efforts en Afghanistan⁵⁰.

Ainsi, jusqu'en 2009, l'AG a été la notion consensuelle à l'OTAN pour désigner ce que les États-Unis souhaitaient, eux, désigner comme de la contre-insurrection. Elle a été la fenêtre d'opportunité par laquelle la diplomatie américaine a promu la contre-insurrection, et une des logiques qui ont présidé au *Comprehensive Strategic Political-Military Plan* (CSPMP) adopté en parallèle de la *Vision stratégique de la FIAS*, en 2008. Rapportant à Washington « une continuelle allergie [des Européens] à user du terme de contre-insurrection »⁵¹, Victoria Nuland, ex-ambassadrice des États-Unis au Conseil de l'Atlantique Nord, notait toutefois que le CSPMP constituait « une ouverture limitée pour renforcer la compréhension de la contre-insurrection par les Alliés, ainsi que pour démystifier le concept à l'OTAN »⁵².

Ainsi la politique d'attrape-tout caractérisant la labellisation de la FIAS a-t-elle maintenu le *statu quo*. La stratégie argumentative des États-Unis concernant la contre-insurrection n'est pas parvenue à convaincre les alliés de s'investir davantage, mais l'ascendance américaine s'est maintenue, et les Européens ont pu sauver la face en considérant que leur position était respectée. Dans le même temps, le renforcement de l'ambiguïté du consensus reconduisait l'engrenage de violence. Pour les États-Unis cependant, la trajectoire de l'AG relevait bien depuis 2007 d'une stratégie pour imposer la contre-insurrection, et toutes deux finalement se rejoignaient⁵³. Les limites des politiques coercitives de l'AG étaient d'autant moins identifiables et son contenu d'autant plus militarisé que son principal pourvoyeur œuvrait dans une logique guerrière.

49. Robert Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, Londres, W. H. Allen, 2014, p. 203.

50. Voir le discours du Sous-Secrétaire à la Défense, qui a décrété que contre-insurrection et approche globale étaient des termes interchangeables, tout en expliquant que le premier était préférable au second. « A Comprehensive Approach to Modern Insurgency: Afghanistan and Beyond, Ambassador Eric Edelman, Undersecretary of Defense for Policy », Munich, Marshall Center, 27 mars 2007.

51. Victoria Nuland, *ISAF Comprehensive Strategic Pol-Mil Plan (CSPMP) Mileposts for 2008*, 18 juin 2008 (https://wikileaks.org/plusd/cables/08USNATO212_a.html).

52. *Ibid.*

53. Dans cette manœuvre, les États-Unis ont été soutenus par les Britanniques qui se pensaient également dans une contre-insurrection en Afghanistan.

Cette dynamique s'est renforcée avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche en janvier 2009. En décidant l'envoi de 50 000 hommes supplémentaires entre 2009 et 2010 (le *Surge*), le nouveau président des États-Unis a permis à la diplomatie américaine d'introduire plus formellement la contre-insurrection à l'OTAN, laquelle contre-insurrection a été annoncée comme approche commune à la fin de l'année 2009⁵⁴. Les Européens ne cédant pas face aux arguments des États-Unis, ceux-ci ont délaissé la stratégie argumentative pour user d'une stratégie de puissance. Face au renforcement massif des effectifs américains, les Européens ont dû céder sur le passage à la contre-insurrection, et ce d'autant qu'ils devaient fournir, eux aussi, des troupes supplémentaires, soit par solidarité avec l'effort de guerre américain, soit par obligation face à l'augmentation générale du niveau de violence après le *Surge*⁵⁵.

À partir de 2007, l'entente multilatérale autour de la FIAS ne dépendait plus que d'un accord autour de la nécessité de la force, ce que suggère la signification accordée au *Surge* par les États-Unis. Celui-ci ne visait pas une meilleure intégration civilo-militaire. L'option retenue a été l'envoi de 50 000 soldats pour une contre-insurrection visant un retrait dans les dix-huit mois. En raison de la longueur de l'intervention et de ses résultats discutables, B. Obama souhaitait une stratégie de sortie qui consisterait à transférer au plus vite la responsabilité de la sécurité aux autorités afghanes, formule qui mettait l'accent sur le versant militarisé de la contre-insurrection plutôt que sur la reconstruction.

Toutefois, le virage contre-insurrectionnel de la FIAS n'a pas forcément signifié la marginalisation complète des Européens. La contre-insurrection ne se retrouvait pas systématiquement dans les positions communes de l'OTAN après 2009, en raison des réticences continues de certains États membres à voir la FIAS prendre une orientation plus guerrière : « Des pays comme la France ou même l'Allemagne avaient du mal à accepter que l'on parle de contre-insurrection. L'approche globale faisait encore sens à leurs yeux »⁵⁶. D'ailleurs, l'annonce de la contre-insurrection comme orientation commune à la FIAS s'est faite assez discrètement, lors d'une « petite conférence de presse »⁵⁷ du Secrétaire général de l'OTAN faisant suite à une réunion des ministres de la Défense (et non des ambassadeurs) à Bratislava, « pour ne pas afficher trop ouvertement le changement amorcé et préserver les Européens »⁵⁸. Ainsi, les déclarations multilatérales post-2009 ont fait valoir que la FIAS relevait de l'AG, et ce alors même que le *Surge* contre-insurrectionnel américain était lancé⁵⁹. Cet épisode montre combien

54. *Press Conference by NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen Following the Meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers Session*, Bratislava, 23 octobre 2009.

55. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, avril 2015. Voir le tableau.

56. Entretien avec un diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, août 2015.

57. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, octobre 2015.

58. *Ibid.*

59. NATO, *Declaration by the Heads of State and Government of the Nations Contributing to the UN-mandated, NATO-led International Security Assistance Force (ISAF) in Afghanistan*, Lisbonne, 20 novembre 2010, § 3.

le déséquilibre sécurité/développement, d'autant plus marqué que la FIAS et OEF coopéraient étroitement, s'est renforcé à travers un basculement des rapports de force truffés d'ambivalences.

Déplacement du compromis, violence et américanisation du haut commandement

Parallèlement à l'augmentation des effectifs, la constitution, ou plutôt l'américanisation, de la chaîne de commandement en 2005-2006, au moment où l'OTAN finissait de prendre en charge la FIAS sur tout le territoire afghan, a également joué un rôle primordial⁶⁰. Certes, dans leurs discours officiels, les membres du haut commandement militaire américain dans la FIAS insistent sur l'approche intégrée, mais la rationalité de leur intervention en Afghanistan était fondée sur le recours à la violence, en raison de leur formation et de leurs expériences passées.

Certains de ces hauts gradés avaient en effet dirigé les opérations de nettoyages et d'éliminations ciblées des premières années d'*Enduring Freedom*. Chez les officiers américains, cette expérience a été très structurante et a influencé leur passage au sein de la FIAS. Ainsi, Benjamin Freakley, COMISAF adjoint en 2006-2007, a été chargé de la synergie FIAS/OEF qui a conduit à l'importation de la logique d'*Enduring Freedom* dans la mission de l'OTAN⁶¹. Avec la nomination de Dan McNeill, COMISAF en 2007-2008, l'attribution de ce poste à des Américains est devenue systématique. Surnommé *Bomber McNeill*, du fait surtout de ses orientations très coercitives durant les premières années d'*Enduring Freedom*, celui-ci a vécu son expérience à la FIAS comme la poursuite d'une carrière centrée sur la destruction de l'ennemi⁶².

D'autres avaient connu le passage par la guerre contre-insurrectionnelle menée parallèlement en Irak. Les trois COMISAF qui ont succédé à D. McNeill – David McKiernan (2008-2009), Stanley McChrystal (2009-2010) et David Petraeus (2010-2011) – ont reproduit en Afghanistan les pratiques d'éradication des forces ennemies qu'ils avaient apprises en Irak⁶³, où S. McChrystal, notamment, qui était à la tête du *Joint Special Operations Command*, avait piloté entre 2003 et 2008 une vaste campagne d'assassinats ciblés. Avec le *Surge*,

60. Avant cela, le haut commandement de la FIAS était plus européanisé, mais les États-Unis parvenaient à orienter les choix opérationnels en raison du niveau de leurs troupes et de leur implication dans les combats. S. Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 71-111.

61. Benjamin Freakley, *Security Operations in Afghanistan*, Combined Joint Task Force 76 (Bagram) & Pentagon (Washington), 26 janvier 2007 ; David Richards, *Taking Command*, Londres, Headline Publishing Group, 2014, p. 227.

62. J. Pomarède, *La fabrique de l'OTAN: contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, op. cit., p. 215-224.

63. *Ibid.*, p. 225-255.

S. McChrystal et D. Petraeus ont augmenté le niveau de violence dans le cadre des offensives conventionnelles et des éliminations ciblées⁶⁴. La « synergie » FIAS/OEF a d'ailleurs joué son rôle dans ce durcissement de la force par le haut commandement américain. Surnommé *McKiernan The Kinetic*, D. McKiernan a obtenu la « double casquette », cette synergie ne devenant plus qu'une illusion qui permettait à ces officiers de renforcer un multi-positionnement visant, « avec plus de troupes et de force de frappe, à opérer avec les forces spéciales et conventionnelles »⁶⁵.

Le choix de ces officiers pour piloter la FIAS relevait d'une volonté américaine de maintenir la pression militaire en Afghanistan, *via* une présence volontairement limitée sous George W. Bush (*light footprint*), en raison surtout du coût de la guerre en Irak, et renforcée sous Barack Obama. Ces militaires tenaient un discours de façade sur la dimension intégrée de l'AG, visant à préserver les réticences européennes tout en appliquant les orientations militaristes des administrations Bush puis Obama⁶⁶. Un fonctionnaire relate la tension entre les propos de D. McNeill auprès du Conseil de l'Atlantique Nord et ses pratiques sur le terrain : « Quand il venait faire ses rapports au QG de l'OTAN, c'était assez bizarre. Il parlait à la fois d'approche globale, de contre-insurrection, de nécessité d'avoir une approche intégrée... Les ambassadeurs du [Conseil de l'Atlantique Nord] savaient que ce qu'il faisait sur le terrain était très éloigné de ces prétentions. (...) Des questions [lui] étaient posées mais sans opposition franche. On voyait qu'on avait de plus en plus de mal à assurer la stabilité dans le pays, il ne pouvait pas lui être reproché non plus de mettre en avant l'aspect militaire des opérations alors que certaines zones n'étaient pas tenues »⁶⁷.

Après 2009 et le *Surge*, la tension s'est accrue entre le commandement américain de la FIAS et le Conseil de l'Atlantique Nord. S. McChrystal et D. Petraeus se félicitaient d'avoir favorisé l'adoption au Conseil d'une approche renouvelée, mettant l'accent sur l'aspect plus politique de la guerre. Dans la pratique, leur niveau de violence dépassait celui des COMISAF précédents. La nomination de S. McChrystal procédait d'un calcul pragmatique de l'administration Obama pour le *Surge* : choisir un officier expert dans la destruction des réseaux insurgés tout en étant capable de « vendre » à l'opinion publique américaine et aux alliés de l'OTAN l'illusion d'une approche renouvelée⁶⁸. Pour cela, S. McChrystal était

64. Brett Van Ess, « The Fight for Marjah. Recent Counterinsurgency Operations in Southern Afghanistan », *Small Wars Journal*, 30 septembre 2010 ; Fred Kaplan, *The Insurgents: David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuster, 2013, p. 344.

65. Entretien avec un militaire de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, août 2015.

66. « Interview with Top ISAF Commander McNeill "More than Promises" Needed in Afghanistan », *Der Spiegel*, 31 mars 2008.

67. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, octobre 2015.

68. Colleen Bell, « Celebrity Power and Powers of War: The Rise of the COINdinistas in American Popular Media », *Critical Military Studies*, 4 (3), 2018, p. 244-263 ; Michael Hastings, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan*, New York, Blue Rider Press, 2012, p. 38-39.

idéal. Socialisé à l'élimination pure en Irak, il savait également être un habile communicant dans les négociations internes à l'exécutif américain sur le *Surge*, en faisant sienne la nécessité d'une approche renouvelée. Son insistance sur la « conquête des cœurs et des esprits » relevait d'une rhétorique qui, en reproduisant là encore les ambiguïtés sémantiques approche globale/contre-insurrection à l'œuvre au sein de l'OTAN, permettait aux alliés européens de sauver la face, dans un contexte de nette ascendance des États-Unis. Il a ainsi fait de la FIAS la courroie de transmission à peine voilée de la stratégie de sortie d'Obama.

Enquête – Quand McChrystal est arrivé à la tête de la FIAS, il y a eu comme une sorte de nouvel élan au [Conseil de l'Atlantique Nord] (...) parce qu'il incarnait enfin l'injection dans la FIAS d'effectifs nécessaires à la mission. (...) Très vite (...) cet élan est retombé. On voyait bien que l'objectif premier des États-Unis était la sortie du pays, ce qui poussait à des actions militaires très dures.

Auteur – Et Moshtarak [opération de 15 000 hommes dans le Helmand, la plus grande offensive conventionnelle de la FIAS] ? Comment cela a été reçu ?

– Moshtarak a été reçu de manière curieuse ici. (...) Les Britanniques se sont liés à l'opération, mais sans conviction, ils étaient dans le Helmand depuis longtemps et voyaient bien que ça ne marchait pas. Je me souviens que [l'ambassadeur] britannique avait été très réservé sur Moshtarak.

– Mais pourquoi ne pas s'être opposé à l'opération ?

– S'opposer aux États-Unis ? Ce n'était pas envisageable à ce moment-là, le *Surge* avait été lancé, la dynamique devenait américaine et les Alliés devaient de leur côté faire un effort politique et militaire pour appuyer le choix américain. La FIAS était ce qu'elle était. Ce qui comptait à ce moment-là, c'était de soutenir les États-Unis et de s'assurer que l'insurrection cesse de prendre du terrain »⁶⁹.

Face à la domination des États-Unis sur la chaîne de commandement de la FIAS, les alliés européens avaient peu de marge de manœuvre. Ils ont toutefois développé des stratégies de contestation et de résistance en entourant le poste de COMISAF, désormais monopolisé par les Américains, d'une série d'Adjoints, les *Deputy COMISAF*, pour équilibrer le partage du pouvoir dans la décision militaire. Ce sont en majorité des Britanniques qui ont occupé ces positions, parce qu'ils fournissaient en nombre le second contingent de la FIAS. Les autres États européens de l'OTAN comptaient ainsi sur le statut de « passerelle d'intérêts »⁷⁰ de la Grande-Bretagne entre eux et les États-Unis. Si l'influence militaire

69. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, octobre 2015.

70. Entretien avec un fonctionnaire international de l'OTAN, avril 2015. Même si elle était très impliquée dans les combats du fait de sa présence dans le Helmand et qu'elle soutenait les États-Unis dans leur effort militaire, la Grande-Bretagne était réputée pour avoir une approche relativement intégrée dans ses EPR.

américaine empêchait ces officiers européens d'avoir prise sur les opérations, reléguant la création des postes d'Adjoints au rang de compensation symbolique, les luttes parmi ces haut-gradés ont eu pour effet de noyer l'objectif politique de la mission dans des débats militaro-centrés.

Cette dynamique s'est amorcée dès 2006, au moment où la chaîne de commandement s'américanisait et, plus spécifiquement, lors du lancement de la première offensive conventionnelle d'ampleur de la FIAS : l'opération Medusa (septembre). Le COMISAF d'alors, le Britannique David Richards (le dernier européen à ce poste) était entouré de trois Adjoints : le Néerlandais Jaap Willemse, le Britannique Roger Lane, et l'Américain Benjamin Freakley, chargé, nous l'avons dit, de la synergie FIAS/OEF. Dans la planification et la conduite de l'opération, le rapport de force a tourné à l'avantage de B. Freakley. Les Britanniques et le Néerlandais « s'opposaient à la proposition de l'Américain d'impliquer les Bédés verts [un groupe de forces spéciales opérant sous OEF], de peur de voir les combats s'intensifier et les missions converger »⁷¹. Du fait de son multi-positionnement sur les deux missions, B. Freakley a obtenu gain de cause, en faisant jouer ses liens avec le Commandement de la région Est, où étaient massées les forces spéciales et conventionnelles américaines, indispensables pour la mission.

Une fois le poste de COMISAF monopolisé par les États-Unis, la paralysie des Adjoints britanniques n'a fait que s'accroître. Devenu COMISAF au début de l'année 2007, D. McNeill a décidé de reprendre la ville de Musa Qala (Helmand). Peu après leur arrivée dans la localité au printemps 2006, les troupes britanniques avaient en effet subi un état de siège rendant impossible le contrôle de la ville. Plutôt que de prolonger une confrontation qui n'aboutissait pas, D. Richards a conclu un accord avec les autorités locales : en échange d'un retrait des troupes britanniques, les représentants de la ville empêcheraient les Talibans d'y entrer⁷². Une des premières initiatives de D. McNeill a été de revenir sur cet accord qui, selon lui, constituait une concession faite à l'insurrection⁷³. Son Adjoint et le Commandant de la *Task Force Helmand*, les Britanniques Garry Robison et John Lorimer, ont tenté de s'opposer à cette décision : « L'accord avait au moins le mérite de faire cesser les violences et d'éviter que les opérations dans la zone ne s'éternisent. Garry Robison a même court-circuité la chaîne de commandement en se rendant sur place, sans en référer à McNeill, pour discuter avec les locaux et le commandement britannique dans l'Helmand. McNeill était furieux et ça n'a rien changé à sa décision. L'offensive sur Musa Qala a été lancée »⁷⁴.

71. Entretien avec un militaire de la représentation permanente de la Grande-Bretagne auprès de l'OTAN, septembre 2015.

72. Sandy Gall, *War against the Taliban: Why It All Went Wrong in Afghanistan*, Londres, Bloomsbury, 2013, p. 241.

73. S. Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 122.

74. Entretien avec un militaire de l'état-major international de l'OTAN, juillet 2015.

Pour ce faire, D. McNeill s'est d'ailleurs appuyé sur son collègue américain et *Deputy COMISAF*, l'officier Bernard Champoux, qui avait été lui aussi à la tête des éliminations ciblées dans les premières années d'OEF et chargé de la synergie FIAS/OEF. La reprise des opérations autour de Musa Qala a toutefois abouti à une détérioration de la situation sécuritaire⁷⁵.

À la suite du *Surge* et lors des commandements de S. McChrystal et de D. Petraeus, le rôle des Adjoints britanniques est devenu de plus en plus symbolique. La domination américaine était telle qu'ils se sont transformés en simples « ambassadeurs militaires cantonnés à des visites dans les provinces »⁷⁶. Compte tenu de ce qu'allait impliquer le *Surge* en termes d'influence des États-Unis sur le commandement, l'état-major britannique a décidé de placer aux postes d'Adjoints deux prestigieux officiers censés contrebalancer le pouvoir décisionnel des COMISAF américains : Jim Dutton, aux côtés de S. McChrystal, et Nick Parker, aux côtés de ce dernier et de D. Petraeus. Les deux officiers britanniques avaient occupé de hautes responsabilités au sein du Commandement multinational en Irak. Cette stratégie d'influence militaire s'est révélée complètement improductive et pour cause : « À quoi bon mettre des officiers de ce niveau quand il était évident qu'ils allaient être relégués au second plan »⁷⁷. J. Dutton et N. Parker ont tenté de convaincre S. McChrystal et D. Petraeus « de concentrer l'essentiel des ressources du *Surge* dans l'Helmand, en raison du fait que la coalition ne parvenait déjà pas à tenir la zone depuis le début de l'intervention. Ils ne croyaient pas vraiment en cette fantaisie de *government in a box* de McChrystal »⁷⁸. Les officiers américains ont imposé leur orientation. En témoigne l'opération Moshtarak autour de Marjah qui a augmenté le niveau de violence dans la zone, et que S. McChrystal a évoquée comme étant un « ulcère hémorragique »⁷⁹.

Quelles sont les conditions de production des interminables interventions occidentales contemporaines ? L'exemple de la guerre en Afghanistan et des luttes d'influence qu'elle a suscitées au sein de l'OTAN permet d'aller plus loin que les analyses, au demeurant nécessaires, qui pointent la dimension autoréférentielle et

75. Astri Suhrke, *When More Is Less: The International Project in Afghanistan*, Londres, Hurst, 2011, p. 111 ; Jeffrey Dressler, *Securing Helmand: Understanding and Responding to the Enemy*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2009, p. 30.

76. Entretien avec un militaire de la représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'OTAN, septembre 2015.

77. Entretien avec un militaire de la représentation permanente de la Grande-Bretagne auprès de l'OTAN, mars 2015 ; S. Rynning, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 191.

78. Entretien avec un militaire de la représentation permanente de la Grande-Bretagne auprès de l'OTAN, mars 2015. L'idée de *Government in a box* était au cœur du *Surge* de S. McChrystal. Il s'agissait de créer une zone de gouvernement délimitée et fortement appuyée militairement autour de Marjah pour favoriser un effet tâche d'huile dans la région.

79. Dion Nissenbaum, « McChrystal Calls Marjah a "Bleeding Ulcer" in Afghan Campaign », *McClatchy Newspapers*, 24 mai 2010.

dysfonctionnelle de cette violence, mais n'interrogent pas suffisamment les mécanismes par lesquels elle fait *instrumentalement sens* auprès des acteurs. Plutôt que de reconduire l'idée désormais convenue que les appareils diplomatico-militaires ne maîtrisent pas leur violence, j'ai proposé une investigation de la logique des luttes de sens, des fictions collectives, qui prétendent que la force est utile et nécessaire, à défaut d'être efficace. La globalisation et la permanence de la violence occidentale ne sont donc pas le produit d'une machine de guerre qui, une fois lancée, échapperait à toute rationalité des acteurs, mais un fait social, constitué de stratégies d'influence, de rapports de pouvoir et d'accords. Centrer l'analyse sur la plasticité de sens des luttes montre que les acteurs chargent leur violence d'un coefficient de logique. Les discours et les mesures diplomatiques et militaires concernant l'articulation sécurité-développement dans des pays comme l'Afghanistan ne sont pas que des rhétoriques sans fondement, visant à euphémiser dans le verbe ces nouvelles guerres. Ils constituent des ressources institutionnelles, mobilisées dans les jeux d'acteurs pour dominer (les États-Unis) ou pour sauver la face (les Européens), et finalement atteindre un compromis autour d'une violence qui, sans doute à regret pour les acteurs, *ne pourrait être autre que ce qu'elle est*, une destruction globalisée et détemporalisée. L'exemple de l'Afghanistan incite à étendre l'analyse à d'autres interventions afin d'affiner la compréhension de leurs fondements sociopolitiques⁸⁰. ■

Julien Pomarède est chercheur postdoctoral au laboratoire Recherche et études en politique internationale (REPI) de l'Université libre de Bruxelles. Il est également *Wiener-Anspach Visiting Scholar* au Department of Politics and International Relations (Centre for International Studies) de l'Université d'Oxford. Il a publié *La fabrique de l'OTAN : contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence* (Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021) ; « Imagining (In)security: NATO's Collective Self Defence and post-9/11 Military Policing in the Mediterranean Sea », *Review of International Studies* (47 (2), 2021, p. 192-210), et a coordonné, avec Grégory Daho et Emmanuel-Pierre Guittet, *Les territoires du secret : confidentialité et enquête dans les mondes pluriels de la sécurité*, dossier, *Cultures & Conflits* (118 (2), 2020). Il est également co-éditeur de la collection « Explosive Politics » chez Peter Lang.

julien.pomarede@ulb.be

80. Cet article est issu d'une communication faite dans le cadre du colloque « Gouverner la violence ? Dynamiques normatives autour de la violence contemporaine », organisé à l'Université Lyon 2 en novembre 2019. Malgré les conditions, dues à la crise sanitaire, dans lesquelles il a été rédigé et repris, j'ai pu avoir de fructueux échanges avec Sylvain Antichan et Cyril Magnon-pujo, que je remercie pour leur patience, leurs passionnantes suggestions et leurs encouragements à tenir le cap. Je remercie également Yves Buchet de Neuilly et Christian Olsson pour nos discussions sur des versions préliminaires de cet article, ainsi que Catherine Buruoa, pour son précieux appui éditorial et les évaluateurs et évaluatrices anonymes de *Critique internationale* pour leurs commentaires riches et inspirants.

Résumé

Il est désormais admis que l'après-guerre froide, et plus encore la guerre contre le terrorisme post-11 septembre 2001, ont donné lieu à un interventionnisme occidental permanent, caractérisé par un engrenage de la violence militaire. Toutefois, peu d'analyses portent sur les conditions sociopolitiques à partir desquelles les appareils diplomatico-militaires usent de cette violence et, surtout, la conçoivent comme logique et instrumentale en dépit de ses impasses. En explorant les luttes d'influence au sein de la FIAS (Force internationale d'assistance et de sécurité), la mission de l'OTAN en Afghanistan, nous cherchons à rendre compte de la plasticité du sens et des significations investis dans ces rapports de force. La domination diplomatico-militaire d'un groupe d'acteurs (celui des États-Unis) sur un autre (celui des Européens) résulte en effet de logiques de compromis caractérisées par d'irréductibles multiplicités de significations. Cette pluralité, encadrée dans les âpres négociations multilatérales relatives aux nombreux enjeux concernant le pilotage de la guerre, est le fondement d'une violence dont l'usage continu constitue, *in fine*, le dénominateur commun du consensus interventionniste. Loin d'être des machines de guerre devenues incontrôlables, ces interventions sont en fait le produit sociologique de luttes et d'accords qui rationalisent ces spirales de violence contemporaines.

Abstract

Shaping, Controlling and Targeting: Spirals of Violence and NATO's War on Terrorism in Afghanistan

It is now commonly admitted that the post-Cold War era and even more the war against terrorism since 9/11 have given birth to a permanent Western interventionism characterised by a spiral of military violence. There are, however, few scholarly studies on the socio-political conditions from which the diplomatic-military apparatuses make use of this violence and, above all, conceive of it as logical and instrumental despite the stalemates it has led to. By exploring the wars of influence within the NATO mission in Afghanistan†the ISAF, International Security Assistance Force†I aim to show the malleability of what is invested in these power struggles in terms of meaning and signification. The diplomatic-military domination of one group of actors (the Unites States') over another (the Europeans') is the result of logics of compromise characterised by irreducible multiplicities of significations. This plurality, entrenched in fierce multilateral negotiations related to all that is at stake concerning the running of war, is at the basis of a violence whose continuous use constitutes, in the end, the common denominator of the interventionist consensus. Far from being war machines that have become uncontrollable, these interventions are in fact the sociological product of struggles and agreements that rationalise the contemporary spirals of violence.